



ECONOMIE MONDIALE : QUAND LE FMI RECONNAIT LA CHINE COMME LE G1

Dr Yves Ekoué Amaïzo,
Directeur du groupe de réflexion, d'action et d'influence « Afrology »
21 mars 2012

La croissance mondiale cache une perte réelle de pouvoir d'achat pour la majorité des peuples. L'Afrique subsaharienne n'échappe pas au principe. La Chine a choisi l'interventionnisme de l'Etat, le FMI ne s'y oppose plus.

1. CROISSANCE MONDIALE ET INEGALITES

Après une croissance économique mondiale de 3,8 % en 2011, le Fonds monétaire international (FMI) prévoit (données statistiques de janvier 2012) une baisse à 3,3 % en 2012 et une remontée à 3,9 % en 2013. Mais avec des marges d'erreurs estimées à -0,6 % en moyenne et la tendance de cette organisation à faire dans l'optimisme une fois les marges d'erreurs affichées, il est préférable de tabler sur un tassement de la croissance économique mondiale autour de 2,7 % en 2012 et 3,3 % en 2013. On peut donc en déduire que l'économie mondiale reste convalescente. Plus précisément, les économies des pays riches industrialisés devraient en réalité être en récession en 2012 ; en prenant en compte une inflation estimée à 1,6 % et une croissance économique de 1,2 %, il faut constater une réelle perte collective de pouvoir d'achat. La situation devrait légèrement s'améliorer en 2013 avec une inflation mondiale à 1,3 % et une croissance économique mondiale de 1,9 %, soit une légère amélioration du pouvoir d'achat en 2013, ce qui cache d'ailleurs des inégalités importantes.

En comparaison, la croissance des économies émergentes et des pays en développement y compris l'Afrique se situe autour de 5,4 % en 2012 et 5,9 % en 2013. En ajustant avec les marges d'erreurs d'usage, cette croissance devrait se situer autour de 4,8 % en 2012 et 5,3 % en 2013. L'inflation demeure élevée avec respectivement 6,2 % et 5,5 %, marges d'erreurs exclues. Alors, un différentiel en termes de pouvoir d'achat reste globalement négatif avec respectivement -0,8 % en 2012 et -0,4 % en 2013. Une légère amélioration en général mais les pays émergents et en développement sont en train de verser dans l'inégalité avec des nouveaux riches, une classe moyenne qui monte mais aussi une classe pauvre qui ne sort pas du niveau de subsistance. Il y a donc un problème d'orientation stratégique qui se fait aux dépens des pauvres. Cela n'est pas étonnant puisque le seul critère économique qui demeure invariant consiste à baisser le salaire de travailleurs qui ont le moins de chances de contester quoi que ce soit. A terme, la course vers le bas des salaires pourrait se révéler fonder les futures « printemps arabes » en Afrique.

2. AFRIQUE SUBSAHARIENNE : CROISSANCE SANS POUVOIR D'ACHAT

La croissance des économies de l'Afrique sub-saharienne est estimée autour de 5,5 % en 2012 et 5,3 % en 2013. En ajustant avec les marges d'erreurs d'usage, cette croissance devrait se situer autour de 5,2 % en 2012 et 5,1 % en 2013, mieux que la moyenne mondiale. L'Afrique subsaharienne soutient donc la croissance mondiale. On l'oublie trop souvent. L'inflation demeure pourtant élevée avec

respectivement 9,4 % et 6,8 %, marges d'erreurs exclues. Alors, un différentiel en termes de pouvoir d'achat reste dangereusement négatif avec respectivement -3,9 en 2012 et -1,7 en 2013. Une amélioration lente mais là encore, les arbitrages des dirigeants africains reposent encore trop sur des considérations et des injonctions venant de l'étranger au point d'oublier qu'ils sont élus, ou mal-élus, pour servir en priorité les citoyens africains. Alors, que cachent ces chiffres ? Mme Christine Lagarde, Directrice générale du FMI a rappelé à Beijing (17 mars 2012¹) qu'il y a trois vulnérabilités économiques et financières, ce que les économistes appellent les risques pour l'économie mondiale : 1. Les niveaux d'endettement élevés sur les marchés des pays riches développés ; 2. L'augmentation du prix de l'énergie notamment le prix du pétrole ; et 3. Le ralentissement des économies émergentes à moyen-terme. Il n'y a donc aucun sentiment de sécurité économique au plan mondial.

Pourtant, il faut remercier la Chine qui est devenue le grand sauveur en dernier ressort, ce que de nombreux responsables occidentaux refusent de reconnaître publiquement. La DG du FMI a rappelé que la situation mondiale, pendant et après la crise financière de 2007/2008, aurait pu être pire si la Chine n'était intervenue massivement dans l'économie chinoise (marché intérieur) avec 4000 milliards de Yuans, soit 635 milliards de \$EU dès la fin de 2008. Aussi, il convient de revaloriser l'interventionnisme de l'Etat car la Chine a contribué à soutenir la croissance économique et la stabilité mondiales².

3. LE FMI COPIE LES METHODES CHINOISES

En vérité, le FMI a choisi de copier les méthodes chinoises en identifiant trois priorités en termes d'arbitrages effectués par les autorités chinoises : 1. Soutenir la croissance économique ; 2. Réorienter les investissements à l'exportation vers l'intérieur en misant sur la consommation intérieure ; 3. Prendre conscience des inégalités croissantes en réorientant la richesse entre un plus grand nombre de Chinois. En réalité, Mme Lagarde, au nom des pays occidentaux qui dominent le conseil d'administration du FMI, a rappelé aux autorités chinoises de ne pas penser qu'aux citoyens chinois mais à l'ensemble des citoyens du monde, en commençant paradoxalement par les pays riches... Alors quand le FMI rappelle qu'il faut « *travailler pour le même objectif* » afin de réussir ensemble, il y a comme un vent de mea culpa. La Chine n'oublie pas pour autant de soutenir l'Afrique dès lors que le combat contre la corruption et le respect des engagements par les autorités africaines sont au rendez-vous. Ce serait encore mieux si la Chine soutenait plus les Africains et moins les Etats africains. C'est à cette condition que le FMI pourrait reconnaître la Chine comme un G1 incontournable.

Face à des besoins énergétiques croissants, les dirigeants des économies émergentes se bousculent pour investir dans les ressources pétrolières en Afrique sub-saharienne. Cela pourrait avoir comme conséquence de diminuer la mise à disposition des ressources énergétiques notamment le pétrole et le gaz, pour le marché et les citoyens africains. YEA.

¹ Edwards, Nick et Yao, Kevin (2012). « Update 2 - Global economy on recovery path, risks remain - IMF's Lagarde », in *Reuters*, Beijing 17 mars 2012, voir < <http://www.reuters.com/article/2012/03/18/imf-lagarde-idUSL3E8EI00J20120318?feedType=RSS&feedName=marketsNews> >, accédé le 19 mars 2012.

² Amaïzo, Yves Ekoué (2010). *Crise financière mondiale. Des réponses alternatives de l'Afrique*. Editions Menaibuc : Paris.